



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 16 SEP. 2019

**mettant en demeure la Société ETUDES ET RECHERCHES
pour l'exploitation de son stockage d'artifices de divertissement
situé sur le territoire de la commune de LE THOR**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et notamment son article L.171-8,
- VU** le code des relations entre le public et l'administration,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret du 9 mai 2018 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de Vaucluse,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2018 autorisant la société ÉTUDES ET RECHERCHES à poursuivre l'exploitation des installations de stockage et de montage d'artifices de divertissement situées sur le territoire de la commune du Thor,
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 août 2019 proposant à Monsieur le préfet de Vaucluse de mettre en demeure la société ETUDES ET RECHERCHES, et transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 août 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que le dernier exercice de maniement des extincteurs a été réalisé le 16 avril 2018 et qu'il n'y a pas eu d'exercice POI depuis,

CONSIDÉRANT de ce fait que les prescriptions de l'article 8.6.1 de l'arrêté du 16 octobre 2018 précité ne sont pas respectées,

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas de consigne écrite relative à chaque local de l'enceinte pyrotechnique désignant la personne responsable de la fermeture et précisant l'endroit où la clef doit être déposée en dehors des heures de travail,

CONSIDÉRANT de ce fait que les prescriptions de l'article 8.1.4 (annexe III) de l'arrêté du 16 octobre 2018 précité ne sont pas respectées,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ETUDES ET RECHERCHES de respecter les prescriptions des articles 8.6.1 et 8.1.4 (annexe III) de l'arrêté du 16 octobre 2018 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse,

ARRÊTE

Article 1er

La société ÉTUDES ET RECHERCHES située « 1396 route de Cavaillon » à Le Thor, est mise en demeure, pour son stockage d'artifices de divertissement situé à la même adresse, de respecter dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2018 relatives à l'organisation d'exercices pour tester le P.O.I.

Article 2

La société ÉTUDES ET RECHERCHES située « 1396 route de Cavaillon » à Le Thor, est mise en demeure, pour son stockage d'artifices de divertissement situé à la même adresse, de respecter dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.1.4 (annexe III) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2018, en rédigeant une procédure qui désigne la personne responsable de la fermeture de chaque local dans l'enceinte pyrotechnique et qui précise l'endroit où la clef doit être déposée en dehors des heures de travail.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

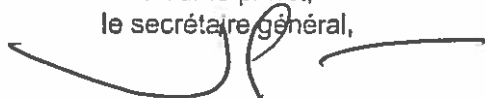
- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de la commune de LE THOR, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le préfet,
le secrétaire général,



Thierry DEMARET

